



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)  
Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

03/11/2024

## **Résumé des questions économiques et sociales:** **semaine n° 199 du 04 novembre 2024**

### **LE CONFLIT SE DURCIT CHEZ VALEO LA SUZE-SUR-SARTHE : LES SALARIÉ-ES SENSIBILISENT LES HABITANTS DE LA COMMUNE !**

Depuis dix mois, les salariés de l'usine Valeo, à La Suze-sur-Sarthe, s'inquiètent de l'avenir de leur site de production. Le groupe envisage de se séparer de cette usine, mais n'a toujours pas communiqué sur ses intentions précises.

**Les salarié-es du site de l'équipementier automobile Valeo, à La Suze-sur-Sarthe, sont allés ce jeudi matin à la rencontre des habitants de la commune pour leur expliquer la situation. Au moins, leur donner les informations dont ils disposent, car, eux-mêmes, ne savent toujours pas à quoi s'en tenir précisément.**

#### **240 personnes employées !**

Depuis décembre 2023, ces salarié-es savent que leur usine est en difficulté. La direction du groupe a confirmé en mai 2024 qu'elle cherchait une solution pour ce site qui emploie 240 personnes, au sud du Mans, dans la Sarthe.

**En juillet, la "solution" est devenue la recherche d'un repreneur. Une décision était annoncée pour ce mois d'octobre, mais elle a été repoussée à décembre 2024.**

Lundi soir 21 octobre, le conflit a pris une nouvelle dimension. Les salarié-es ont voté une grève illimitée.

#### **Des salariés d'autres sites sollicités !**

La colère est encore montée d'un cran lorsque les grévistes ont appris que la direction de l'entreprise avait l'intention de faire appel à des salarié-es d'autres sites, Laval et Nogent-le-Rotrou, pour remplacer les grévistes à La Suze-sur-Sarthe.

Une stratégie tout à fait légale puisqu'il s'agit, non pas de CDD ou d'intérimaires, mais de salarié-es de la même entreprise.

La grève s'est donc poursuivie mercredi par des barrages filtrants près du site de production et, ce jeudi, les salarié-es ont choisi d'organiser un défilé dans la commune pour alerter les habitants des conséquences d'une éventuelle fermeture de l'usine.

#### **C'est très dur à vivre une fermeture de site !**

Pour Franck Goulette, délégué central CGT à Valeo, les effets d'une telle décision se ressentiront sur l'activité économique de la commune de 4.500 habitants.

"240 emplois en moins, dit-il, c'est 240 salaires non versés. Des gens qui ne vont plus acheter un bijou pour la communion ou le baptême, des gens qui vont acheter leur pain, mais pas un petit gâteau en plus, des gens qui vont moins souvent au restaurant. Les gens se retrouvent chez eux, enfermés. Il n'y a plus de contact social. C'est très dur à vivre une fermeture de site."

De son côté, Olivier Gautier, pour le syndicat FO, estime qu'il n'est pas tolérable que la direction exige une reprise du travail avant toute discussion sur l'avenir du site sarthois.

"Nous, ce qu'on demande, dit-il, ce sont des choses écrites. On demande de garder notre emploi. S'ils veulent qu'on revienne travailler, qu'ils mettent des moyens financiers jusqu'à la fin de l'année."

Le syndicat demande également que le groupe dévoile ses projets quant aux différents sites en difficulté et en appelle à l'État, actionnaire à hauteur de 7,38 %.

La quasi-totalité des salariés, en grève depuis lundi 21 octobre 2024, ont décidé de prolonger le mouvement le week-end. Les négociations engagées avec la direction pour une reprise de l'activité, n'ont pour le moment pas abouti. Le site de l'équipementier automobile est menacé de fermeture depuis le début de l'été.

**Plus de 200.** C'est le nombre d'employés du site suzerain qui se relaient jour et nuit, depuis le début de la semaine, pour maintenir le piquet de grève devant l'entrée de l'usine Valeo. Soit une très large majorité des

salariés du site sarthois menacé de fermeture et qui emploie quelque 270 personnes. Ils sont pour la plupart des agents de production. Des cadres ont toutefois rejoint le mouvement.

### **Dernière minute : Les salariés lèvent la grève !**

Les salariés ont décidé jeudi 31 octobre 2024 de lever la grève illimitée lancée le 21 octobre dernier. Un accord sur la prime de fin d'année a été trouvé.

À l'origine du mouvement, et alors que l'avenir du site de l'équipementier automobile est toujours incertain, était formulée la demande d'une prime **à quatre chiffres** de fin d'année. La raison ? **Si le site ferme, on peut tous s'asseoir sur nos primes de 1.100 € proposées en janvier et 1.500 € en avril.**

Jeudi 31 octobre, la direction a fait la proposition d'un ensemble de primes totalisant 3.000 €, répartie sur plusieurs mois, dont une première partie d'ici la fin de l'année.

**Une proposition acceptée par les syndicats CFE-CGC et CFDT, majoritaires**, mais refusée par les deux autres syndicats CGT et FO. **Cette prime ne s'applique pas à l'ensemble du personnel**, regrette Christophe Plessis, délégué CGT. Et de relever que certains salariés sont aigris face à ce constat.

Jeudi 31 octobre, **l'équipe de nuit a repris la production à 21 heures**. Vendredi matin 1er novembre, les grilles de l'entreprise restaient fermées et les restes du piquet de grève encore en place, a-t-on pu constater.

### **SANTÉ MENTALE DES ÉTUDIANT-ES : SOUTIEN AUX SALARIÉ-ES DE LA CROIX-ROUGE EN LUTTE !**

*Depuis le 9 octobre, les salarié-es des BAPU (Bureau d'aide psychologique universitaire) et des CMPP (Centres médico-psycho-pédagogiques) de la Croix-Rouge sont en lutte : ils et elles réclament les moyens de faire correctement leur travail.* La mobilisation, qui a commencé par quatre jours de grève majoritaire, a été déclenchée par le projet de mettre en place une pointeuse dans les centres et de supprimer le temps de formation et de recherche qui permet au personnel médical d'actualiser ses savoir-faire et de fournir des soins de bonne qualité. Ces transformations s'ajoutent à des baisses de moyens humains et financiers et à de la désorganisation causée par un management déconnecté du terrain. Cela conduit à une dégradation continue du service rendu par ces centres. Plutôt que d'investir dans les embauches ou la hausse des salaires ridiculement bas, la Croix Rouge préfère sous-traiter la gestion de ses centres à un consultant venu du secteur privé lucratif, pour un coût de plus de 100 000 €... Résultat : un profond mal-être parmi les salarié-es de la Croix-Rouge, des démissions et arrêts maladie, des sous-effectifs permanents... et un service dégradé pour les patient-es, avec des listes d'attente qui s'allongent jusqu'à plusieurs années. Pourtant, leur mission est vitale pour des milliers d'étudiant-es : les BAPU permettent un suivi gratuit et sans limite de nombre de séances. L'Union nationale des syndicats CGT de l'enseignement supérieur et de la recherche (CGT FERC Sup), réunis en Conseil National du 16 au 18 octobre 2024, soutient pleinement cette lutte, car nous voyons chaque jour à quel point les étudiant-es ont besoin de ces serv La santé mentale a été déclarée Grande cause nationale pour 2025 : on peut dire que c'est mal parti. Il est temps de passer des paroles aux actes et d'augmenter en urgence la dotation des structures de prise en charge de la santé mentale des étudiant-es, afin de permettre aux travailleur-ses de faire correctement leur travail.

### **BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : MOBILISATION DES PERSONNELS DE SANTÉ DU MARDI 29 OCTOBRE À L'APPEL DES SYNDICATS AVANT UNE GRÈVE RECONDUCTIBLE DU 4 NOVEMBRE AU 21 DÉCEMBRE !**

L'intersyndicale veut dénoncer le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2025, discuté à l'Assemblée nationale depuis lundi.

L'intersyndicale des professionnels de santé, réunissant la CGT, FO, Solidaires et Unsa, a appelé à une journée de mobilisation mardi 29 octobre pour dénoncer le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2025, discuté depuis lundi à l'Assemblée nationale. Les syndicats de la fonction publique hospitalière ont par ailleurs déposé lundi **un préavis pour une grève nationale reconductible du 4 novembre au 21 décembre**.

L'augmentation prévue de 2,8% des dépenses de l'assurance-maladie et de 3,1% des établissements publics de santé "sont loin de répondre aux besoins". "Aujourd'hui ce PLFSS est loin des attentes des usagers, loin des attentes des professionnels de la santé", a alerté Malika Belarbi, secrétaire départementale de la CGT Santé action sociale des Hauts-de-Seine. "On nous applaudissait pendant le Covid et nous redevenons ces fainéants de fonctionnaires qui coûtent cher, cela commence à faire de trop et les agents ont envie de le dire", a dénoncé l'intersyndicale de la santé. Dans le viseur des syndicats, la volonté du ministre chargé du Budget Laurent Saint-Martin de passer à trois jours le délai de carence des fonctionnaires en cas d'arrêt-maladie, contre un aujourd'hui, et réduire l'indemnisation des arrêts-maladies à 90% contre 100% actuellement afin d'aligner le secteur public sur le privé.

## **Les premiers touchés, ce seront les urgences !**

La Fédération hospitalière de France (FHF) dénonce de son côté une augmentation de l'enveloppe accordée aux hôpitaux "en trompe-l'œil", dans la mesure où l'exécutif prévoit une hausse des cotisations de retraite du personnel hospitalier, qu'il envisage d'imposer aux hôpitaux publics. "Derrière, il faut défalquer l'augmentation des cotisations retraites. C'est plus d'un milliard d'euros sur la totalité", a souligné Arnaud Robinet, président de la FHF. Par ailleurs, en intégrant le retard accumulé du fait du sous-financement de l'inflation en 2023 et 2024, la progression réelle n'est que de 0,2%, soit environ 200 millions d'euros, a-t-il jugé. Une enveloppe bien loin des 6% que la FHF estimait nécessaire.

Ça ne permet pas de donner des perspectives, ça ne permet pas d'effectuer des recrutements qui devraient être effectués pour améliorer à la fois les conditions de travaux et la qualité de prise en charge des usagers", a déclaré Gilles Gadier, secrétaire fédéral de la Fédération Service public et Santé Force ouvrière.

"Les premiers touchés, ce seront les urgences", a regretté Olivier Youinou, secrétaire général syndicat Sud santé AP-HP. "Et avec les urgences, ce sera la prise en charge de toutes ces personnes qui n'ont plus d'accès à la santé autre que l'hôpital. La médecine de ville n'est plus en mesure de prendre en charge la population", a-t-il déploré. "Il y aura tous les effets qui seront moins visibles sur les autres services d'aval des urgences notamment, où le manque de lits, faute d'effectifs, faute de personnel, se fera sentir aussi", a-t-il ajouté.

## **BLACK OUT EN GUADELOUPE : LE PRÉFET RÉQUISITIONNE DES SALARIÉS DE LA CENTRALE D'EDF-PEI EN GRÈVE !**

A partir de 8h30, le vendredi 25 octobre, l'ensemble du territoire de la Guadeloupe s'est trouvé sans électricité suite à un mouvement de grève des salariés d'EDF-PEI.

**Le préfet Xavier Lefort, a décidé d'activer le centre opérationnel départemental à 8h45 et de réquisitionner les salariés nécessaires au fonctionnement de la centrale thermique EDF-PEI.**

### **Arrêt d'urgence de la totalité des moteurs !**

Tôt le matin, des salariés grévistes se sont introduits dans la salle des commandes de la centrale d'EDF-PEI de la Pointe Jarry, et ont provoqué l'arrêt d'urgence de la totalité des moteurs, d'après un communiqué des services de l'État. La gendarmerie, à la demande du préfet, s'est immédiatement rendue sur place pour sécuriser la salle des commandes.

Au-delà de la production de la centrale thermique d'EDF PEI de la Pointe Jarry, c'est bien la quasi totalité de la production électrique de l'archipel qui est aujourd'hui concernée avec des sites tels qu'Albioma au Moule ou encore la centrale géothermique de Bouillante, pourvoyeurs également d'électricité.

Pour assurer la continuité de la production de l'électricité, le représentant de l'État, a également décidé de réquisitionner, par arrêté préfectoral, les salariés nécessaires au bon fonctionnement de la centrale thermique de EDF-PEI.

Le conflit, qui dure depuis le 15 septembre, concerne l'application d'un protocole d'accord, signé à la fin d'une première grève en 2023. À l'époque, le conflit, qui avait duré **plus de deux mois**, portait notamment sur la **titularisation d'intérimaires**, mais aussi sur le **rattrapage de 5 ans d'arriérés de salaire**.

## **MARSEILLE (BOUCHES DU RHÔNE) : GRÈVE DES ÉBOUEURS, ÇA DÉBORDE DANS DEUX ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE, LE CONFLIT DURE DEPUIS QUATRE JOURS !**

**Les déchets s'entassent et débordent dans de nombreuses rues du 3<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille depuis quelques jours. La raison ? Un conflit social entre les éboueurs et agents du centre de tri Véolia et leur direction. Ils dénoncent un climat "sous pression" et ont entamé un mouvement illimité.**

Des poubelles qui débordent, des sacs éventrés, depuis vendredi 25 octobre, les déchets ne sont plus ramassés dans deux arrondissements urbains de Marseille : les 3<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. Depuis vendredi, les salariés de Veolia n'assurent plus que le service minimum.

### **La boule au ventre !**

Après quatre jours de piquet de grève, la colère monte dans les rangs des grévistes, tant leurs conditions de travail sont devenues insupportables, racontent-ils : "Quand j'arrive ici, j'ai envie de repartir à la maison. On n'a pas envie de se lever pour aller travailler, on n'a pas faim à midi", raconte Antoine, dépité, alors qu'il travaille dans cette branche depuis 35 ans. Depuis le rachat en 2021 de la société Bronzo par Veolia, il a vu ses conditions de travail se dégrader.

**On a du matériel en moins, du personnel qui n'a pas été repris, des licenciés, pas mal de retraités qui sont partis. On est en sous pression. On aime notre travail, notre activité, mais malheureusement, on vit ici avec une boule au ventre.**

Les salariés dénoncent des pressions permanentes de la direction et se disent prêts à continuer la grève tant qu'ils ne seront pas entendus sur les dernières décisions managériales qu'ils ne suivent pas. "On voudrait la

réintégration des salariés qui ont été licenciés et bien entendu, il y a une pétition qui a été faite."

La direction de Veolia se dit ouverte au "*dialogue social*"!

Des négociations sont en cours.

### **DUMAREY (BAS-RHIN) : LES DUMAREY MAINTIENNENT LA PRESSION LE 7 NOVEMBRE 2024 !**

Le 25 octobre, plus de 200 salariés de l'entreprise ont débrayé devant le site de Strasbourg pour dénoncer les suppressions d'emplois et la responsabilité de l'actionnaire principal Dumarey Strasbourg qui a bénéficié et profité de subventions à hauteur de **plus de 25 millions d'euros** et s'est approprié plus de **150 millions d'euros de dividendes et autres**.

**Un nouveau rassemblement en intersyndicale est prévu le 7 novembre** devant l'entreprise à Strasbourg pour exiger que l'actionnaire prenne ses responsabilités et paye en conséquence cette casse sociale.

### **EUROPHANE AUX ANDELYS (EURE) : 85 SALARIÉS LICENCIÉS APRÈS LA FERMETURE DE L'ENTREPRISE !**

La mauvaise nouvelle est tombée mercredi dernier lors d'une réunion avec la direction. Après deux mois de négociations, le groupe Zumtobel, qui possède l'usine Europhane située aux Andelys (Eure), a annoncé son Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Quarante-vingt-cinq salariés seront licenciés le 19 décembre prochain.

La décision a du mal à être acceptée par les salariés. En 2023, suite à une première vague d'une dizaine de licenciements, la direction leur avait promis un avenir meilleur. Un an après cette belle promesse, et malgré des commandes constantes, le couperet est tombé. Le groupe Zumtobel, spécialiste de l'éclairage extérieur, a décidé de fermer le site par manque de rentabilité.

#### **Un carnet de commandes rempli !**

Pourtant, les salariés assurent que le travail ne manque pas. Ils ont été sollicités en début de mois pour **effectuer des heures supplémentaires** afin de répondre à une surcharge de travail. Il y a également six intérimaires employés à temps plein. Un nouveau robot, d'une valeur de 150.000 euros, avait même été acheté en début d'année. L'incompréhension est totale.

Les futurs licenciés ont décidé de se battre jusqu'au bout et veulent faire annuler le choix brutal du PSE. Il faut dire que l'ancienneté moyenne au sein de l'entreprise est de 30 ans et que l'âge moyen des salariés est de 54 ans. Les recherches ou reconversions professionnelles vont donc être compliquées. Une manifestation devrait avoir lieu dans les prochains jours.

### **SATYS (LOIRE ATLANTIQUE) : LA LUTTE POUR LES SALAIRES EST ENGAGÉE !**

*Les salariés de ce sous-traitant d'airbus sont en lutte pour les salaires.*

*Des actions sont prévues jusqu'à la fin de semaine devant l'entrée d'Airbus Nantes Atlantic. Ils revendiquent :*

Une prime exceptionnelle pour la reconnaissance et les efforts réalisés au sein de l'entreprise.

\*La mise en place d'une prime de quart.

\*Une revalorisation de la prime d'habillement.

*80% des quelques 140 salariés de la production des sites de Bouguenais et Malville se sont réunis devant l'entrée principale d'Airbus.*

*Satys Aerospace reprend du poil de la bête avec un chiffre d'affaires qui a **dépassé les 200 M€ sur le dernier exercice fiscal et en hausse de 13%**, Satys Aerospace va ouvrir 20 nouvelles cabines de peinture avions d'ici 2028 et veut aussi accélérer sur l'activité du traitement de surfaces.*

### **SAVERGLASS À FEUQUIÈRES (OISE) : LA DIRECTION PROPOSE UNE BAISSSE DES SALAIRES !!!**

Saverglass à Feuquières propose une baisse de 7 % des salaires pour faire face à une situation difficile à la verrerie. Pascal Vallée, délégué CGT, tire la sonnette d'alarme.

**Saverglass, la verrerie de Feuquières proposerait à ses salariés une baisse de salaire de 7 % sur les six prochains mois pour préserver l'emploi. A ce stade, rien n'est signé mais les négociations ont commencé avec l'ensemble des syndicats. Et dans l'usine de Feuquières, ça grince des dents.**

Pascal Vallée, délégué syndical CGT chez Saverglass à Feuquières juge que « *l'heure est grave* ». En convalescence depuis six mois, le salarié titulaire CSE à la CGT se dit préoccupé par la situation. « *Pour le moment, ce contrat est refusé par les salariés* », estime Pascal Vallée, qui assure que « *tous les syndicats sont unis* ».

#### **Les salariés refusent les 7% de baisse de salaire !**

Aujourd'hui, le plan proposé par la direction n'est pas du goût des syndicats. Et notamment de la CGT.

Nous attendons l'expert-comptable choisi par nos soins pour vérifier la véracité des propos de la direction. Si les résultats ne sont réellement pas bons, il faudra certainement négocier.

L'accord de performance collective créé par Emmanuel Macron dès 2017, permet en effet aux entreprises d'aménager la durée du travail et la mobilité du salarié afin de préserver l'emploi.

C'est du chantage à l'emploi !

**On ne peut avoir que des doutes !**

« La direction nous dit que les cadres dirigeants vont réduire leurs salaires de 30 %. Mais nous n'avons aucune preuve. On ne peut avoir que des doutes ». assure-t-il.

On a perdu 200 personnes en un an. On a peur.

Rappelons qu'en avril 2023, 1.385 salariés faisaient tourner l'usine de Feuquières. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 1.180.

Quant à la baisse des salaires de 7 % sur six mois, le délégué syndical développe : « Les 7 % de baisse nous engageraient pour les six prochains mois. Mais que se passera-t-il le 7<sup>ème</sup> mois ? »

Plusieurs réunions depuis la semaine dernière ont déjà eu lieu en fonction des horaires de travail de chacun pour entendre l'avis des salariés. Et ce n'est sûrement pas terminé. « **Il ne faut surtout pas signer un tel accord. On ouvre une boîte de Pandore** ».

### **AUCHAN : UN PLAN SOCIAL D'AMPLEUR ANNONCÉ LE 5 NOVEMBRE ?**

Les CSE des différentes entités juridiques d'Auchan ont été convoqués mardi 5 novembre, les syndicats redoutent un plan social d'importance.

C'est l'ensemble des CSE (comité social et économique) des différentes instances du groupe qui a été convoqué. Cela indique que l'éventuelle annonce concernerait différentes structures, ce qui va dans le sens d'une grande réorganisation suggérée lors de l'annonce des résultats semestriels en juillet. L'ordre du jour évoquerait, « un point sur la situation de l'entreprise et ses projets ».

Après des performances décevantes en 2023, la holding ELO (Auchan, New Immo, Oney) a ainsi publié fin juillet des résultats en baisse pour le premier semestre 2024. Le résultat net ressort à - 981 millions d'euros contre - 215 millions d'euros un an avant. « **Le plan stratégique, costaud, appelle à beaucoup de radicalité et à du courage** », estimait alors Antoine Grolin, PDG d'ELO. Guillaume Darrasse, directeur général d'Auchan Retail et président d'Auchan Retail France, parlait, lui, « **de volontarisme et de détermination** ».

**Une organisation « plus efficace » !**

Auchan a déjà annoncé **une réduction moyenne de 25 % des surfaces de vente** et un parc d'hypermarchés majoritairement constitué à l'avenir de magasins sous la barre des 10.000 m<sup>2</sup>. « *Nous visons une taille cible de 8.000 m<sup>2</sup>. Au total, ce sont 300.000 m<sup>2</sup> en moins d'ici à 2027 dont 50.000 m<sup>2</sup> dès 2024.* »

Dès le mois de juillet, les syndicats redoutaient la suppression de milliers d'emplois dans les magasins. Car le distributeur nordiste prévoit aussi de se repositionner sur les prix, notamment grâce à son partenariat sur les achats avec Intermarché. Il veut également « proposer la bonne offre » avec un choix plus lisible, développer la franchise (en doublant le nombre de magasins franchisés d'ici à fin 2024, sachant qu'ils étaient 321 fin 2023) et s'organiser de manière plus efficace, notamment dans ses fonctions IT et Data. **Ce qui implique des changements dans les structures et les organisations.**

### **MARSEILLE (BOUCHES DU RHÔNE) : UN SOUS-TRAITANT D'AMAZON SOUS LE COUP D'UN « PLAN SOCIAL DÉGUISE » !**

ID Logistics a fermé son site marseillais après que le géant américain a décidé de ne pas renouveler son contrat. Les salariés se sont vu proposer une mutation, sinon un licenciement pour faute grave. En grève depuis deux semaines, ils sont parvenus à faire partiellement plier leur employeur.

**Lundi 28 octobre, une grosse part des 47 salariés de la plateforme appartenant au leader mondial de la logistique contractuelle se sont réunis, éreintés, devant la station qui a mis la clé sous la porte ce samedi, accompagnés de leurs soutiens.**

« C'est la dernière ligne droite, il ne faut surtout pas lâcher maintenant », lance Mohammed à ses collègues manutentionnaires, préparateurs de commandes ou chefs d'équipe, en grève depuis le 15 octobre, pour les encourager à poursuivre le mouvement jusqu'au bout. En effet, ce jeudi, toutes et tous devaient en principe perdre leur emploi. Amazon n'ayant pas renouvelé son contrat de trois ans avec l'entreprise de sous-traitance, ID Logistics a simplement opté pour une fermeture de site, refusant, dans un premier temps, la mise en place d'un projet de reclassement solide ou d'un plan de licenciement économique en règle.

La direction leur propose alors une mutation sur un site se trouvant à 140 kilomètres, dans la petite ville de Bollène (Vaucluse), pour une prise de poste seulement un mois et demi plus tard, le 2 novembre. En cas de refus, c'est « le licenciement pour motif disciplinaire » (en l'espèce, pour abandon de poste), menace la direction, invoquant une clause de mobilité dans les contrats couvrant toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca).

À seulement 22 ans, Mia a elle réfléchi à faire le trajet chaque jour, mais son employeur lui a rapidement fait

savoir que les frais kilométriques ne seraient pas pris en charge. « J'ai fait le calcul, pour vingt jours de travail par mois, cela me coûterait 944 euros. Nous sommes payés au smic, la proposition ne peut pas être sérieuse. »

Différentes actions ont ainsi été engagées par les salariés. Dans un rapport rendu par l'inspection du travail des Bouches-du-Rhône, le 25 octobre, il a déjà été constaté que la clause de mobilité n'était pas applicable dans la mesure où le site d'affectation est un établissement secondaire de la société ID Logistics France, et non de ID Selective 3, une de ses filiales, comme celui situé 511, chemin de la Madrague-Ville. Selon ces conclusions partielles, « l'établissement d'origine, à savoir ID Logistics de Marseille appartient donc à une société différente de l'établissement de Bollène ».

Les salarié-es continuent la lutte pour le respect de leurs droits.

### **CRISE DE L'HÔPITAL : PRÈS DE 4 900 LITS D'HOSPITALISATION ONT ÉTÉ FERMÉS EN 2023, SELON LA DREES !**

Les soignants critiquent régulièrement ces fermetures de lits, qui saturent les services, mettent les équipes sous pression et accentuent les tensions dans les services d'urgences.

C'est l'un des symboles de la crise que traverse le secteur de la santé. Dans les hôpitaux publics et privés français, 4.962 lits d'hospitalisation complète (avec nuitée dans l'établissement) ont été supprimés en 2023, selon une étude publiée jeudi 31 octobre par la Direction statistique des ministères sociaux (Drees). Au 31 décembre, les 2.962 hôpitaux publics, privés et privés non lucratifs disposaient de 369.423 lits d'hospitalisation, soit une baisse de -1,3% par rapport à l'année précédente.

Depuis 2013, 43.500 lits ont été fermés, selon le dernier bilan de la Drees, qui confirme "une tendance observée depuis plusieurs années", reflétant d'une part la volonté des pouvoirs publics de "réorganiser" les soins vers plus "d'ambulatoire" (c'est-à-dire sans passer la nuit à l'hôpital) mais aussi les pénuries de personnel, qui ne "permettent pas de maintenir" tous les lits ouverts.

En dix ans, cette baisse de 10,5% du nombre de lits d'hospitalisation complète s'est ainsi accompagnée d'une hausse de 31% des places d'hospitalisation partielle (20.900 places supplémentaires), pour arriver en 2023 à un total de 88.504 places. De même, les capacités de prise en charge en hospitalisation à domicile continuent d'augmenter (+4,1%) pour arriver à 24.100 patients soignés à la maison.

#### **En plein débat sur le budget !**

**La promesse de l'ex-ministre Aurélien Rousseau à l'automne 2023 de "rouvrir plusieurs milliers de lits d'ici la fin de l'année" n'a donc pas été tenue.** Si les lits ferment, "ce n'est pas pour des raisons budgétaires", mais en raison du "manque d'attractivité" des métiers du soin, avait-il alors assuré.

Le recul de la capacité d'hospitalisation complète est d'ailleurs "plus rapide" ces quatre dernières années qu'avant la crise sanitaire, d'après la Drees : elle diminuait d'environ 0,9% par an en moyenne sur la période 2013-2019. Le dernier bilan note un recul particulièrement marqué des lits de psychiatrie (-2,4%), principalement dans le secteur public.

Les soignants critiquent régulièrement ces fermetures de lits, qui saturent les services, mettent les équipes sous pression et accentuent les tensions dans les services d'urgences, faisant fuir de plus en plus de professionnels de l'hôpital.

Ces chiffres sont publiés en plein débat parlementaire sur le budget 2025 de la Sécurité sociale dont le gouvernement veut contenir le déficit à 16 milliards d'euros contre 18 milliards en 2024. Quatre syndicats (CGT, FO, Sud et Unsa) ont de leur côté déposé un préavis de grève courant du 4 novembre au 21 décembre pour protester contre ce budget.

### **MONDE**

### **ÉTATS-UNIS/BOEING : LES OUVRIERS REJETTENT LA PROPOSITION D'ACCORD ET ENTAMENT LEUR 6<sup>ÈME</sup> SEMAINE DE GRÈVE !**

«Pas de pensions, pas d'avion» affirmait une pancarte sur un piquet de grève des usines Boeing de Seattle en début de semaine. Les membres de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAM) se sont prononcés hier en fin de journée sur les dernières propositions de leur direction. **Par 64 % des voix**, ils ont rejeté l'offre de Boeing mise sur la table samedi dernier, après d'intenses négociations avec leur syndicat, sous le patronage de la secrétaire d'État américaine au Travail par intérim Julie Su.

Celles-ci prévoyaient une augmentation des salaires de 35 %, étalée sur quatre ans, dont 12 % la première année, ainsi qu'une prime exceptionnelle de 7.000 dollars et des cotisations accrues à leurs comptes d'épargne-retraite. Une offre supérieure à la précédente, le mois dernier, qui prévoyait une augmentation salariale de 30 %. Et nettement supérieure à la proposition initiale de Boeing de +25% qui avait été **rejetée par 94,6 % des ouvriers des usines de Seattle** et avait été à l'origine du mouvement de grève débuté le 13 septembre. Mais la proposition

d'accord de fin de grève, outre qu'elle n'entérine pas la demande d'augmentation des membres de l'IAM de 40 %, **n'inclut pas le rétablissement du régime de retraite** à prestations définies. Celui-ci avait été supprimé en 2014, après que les travailleurs de Seattle y aient consenti, sous la menace de l'avionneur de faire construire le 737 Max et le 777X dans des installations non syndiquées.

**Les 33.000 machinistes des usines Boeing du nord-ouest américain poursuivent donc leur mouvement de grève entamé il y a quarante jours.** Et ce, à moins de deux semaines des élections présidentielles américaines, alors que Boeing a annoncé son intention de **supprimer 17.000 emplois dans le monde (10 % de ces effectifs)**, pour faire face à la crise qu'il traverse depuis les graves accidents de 2018 et 2019 et l'immobilisation au sol pendant 20 mois de l'avion phare de la compagnie.

### **ITALIE : LES PETITES MAINS DU TEXTILE SE RÉVOLTENT !**

*Des ouvriers étrangers ont déclenché des grèves dans l'un des plus grands centres du textile d'Europe, près de Florence. Un gros accroc qui met en lumière un système d'exploitation généralisé.*

Cela fait maintenant deux semaines que des dizaines d'ouvriers, tous pakistanais et pour la plupart demandeurs d'asile, ont déclenché des grèves dans huit entreprises du district de Prato, au nord de Florence, en Italie. Étendu sur une dizaine de communes, c'est l'un des plus grands centres de production textile et d'habillement en Europe. **Plus de 6.600 entreprises et 41.200 ouvriers fournissent des marques de prêt-à-porter et même de haute couture.** Parfois dans des conditions indignes.

**Pas de congés, pas d'arrêt maladie !**

Alors que la loi prévoit 40 heures de travail par semaine, sur 6 jours maximum, certaines entreprises imposent **douze heures par jour, sept jours sur sept, souvent au noir** ou seulement en partie déclarées pour détourner les soupçons. *Quand on est sans papiers ou demandeur d'asile, c'est cela ou rien. Pas de congés payés non plus. Et pas question de se mettre en arrêt maladie.* Dans ce cas, ils sont renvoyés. Et les conditions de sécurité ne sont pas garanties, tout cela pour un salaire de 1.200 € par mois en moyenne.

*Quinze jours après le début du mouvement, toutes les sociétés ont fini par accepter de régulariser leurs ouvriers non déclarés.* Cette poussée de fièvre chez les petites mains du textile n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Quand nous avons commencé à entrer dans les entreprises, en 2019, nous avons compris que le système était très répandu à Prato, poursuit Sarah Caudiero. Combien de travailleurs concernés ? Difficile à estimer. Ces entreprises travaillent sur commande et recrutent en fonction des besoins, explique Emilio Santoro, professeur de droit à l'Université de Florence.

**Cascade opaque de sous-traitants !**

Dans le district de Prato, ce système est ancien. Avant l'immigration chinoise des années 1990, le travail irrégulier était déjà une réalité, souligne Sarah Caudiero. Ces trente dernières années, les entreprises chinoises sont peu à peu devenues majoritaires dans le secteur de l'habillement. *Beaucoup exploitent, à leur tour, leurs ouvriers, aujourd'hui chinois, pakistanais ou bangladais.* Quant aux marques qui en bénéficient, c'est l'omerta. La chaîne de fabrication est difficile à remonter, en raison de la cascade de sous-traitance à des micro-entreprises, avance Aksel Fazio, conseiller communal de Prato. Depuis septembre, le syndicat mène toutefois une campagne contre le maroquinier de luxe allemand Montblanc, accusé d'avoir changé de fournisseur au Prato après que les ouvriers ont obtenu de meilleures conditions de travail.

### **ALLEMAGNE : VOLKSWAGEN PRÉSENTE UN "PLAN SOCIAL HISTORIQUE" : FERMETURES D'USINES, PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS D'EMPLOIS MENACÉS, UNE BAISSÉ DE SALAIRE POUR LES EMPLOYÉS !!!**

Depuis quelques mois, le constructeur automobile travaille à un projet de restructuration. Lundi 28 octobre, le groupe Volkswagen a présenté les grandes lignes de ce dernier, **annonçant la fermeture "d'au moins trois usines" en Allemagne**, et la suppression de **plusieurs dizaines de milliers d'emplois.**

**10.000 emplois sur la sellette !**

Nouveau coup dur pour l'industrie automobile. Après les décisions prises par le groupe Stellantis de fermer de nombreux sites de productions, menaçant quelque **700 emplois en France** et en Europe, Volkswagen vient d'annoncer la fermeture **d'au moins trois usines**, supprimant dans un même temps un peu plus de **10.000 emplois.** Le comité d'entreprise évoque un plan social "historique" visant à faire "saigner" les sites du constructeur automobile.

**Les salariés vont voir leur salaire baisser !**

En plus de ces mesures drastiques, le plan prévoit également une **réduction de 10 % du salaire de tous les employés ainsi que leur gel en 2025 et 2026**, selon le communiqué de presse émis par l'entreprise. Le plan évoque également un transfert à l'étranger de nombreuses activités et départements du groupe basés en Allemagne.

Ces différentes mesures prises par le groupe leur permettraient d'*économiser jusqu'à 4 milliards d'euros* selon plusieurs médias allemands, alors que le constructeur automobile fait face à *des problèmes de surproduction*.  
**C'est la première fois que Volkswagen prend la décision de fermer des usines en Allemagne depuis sa création.**

**AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :  
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)  
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement